

# LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

<b>Présentation - Définitions</b>	40
<b>4-1</b> Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	42
<b>4-2</b> Les comptes des communes	43
<b>4-3</b> Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	44
<b>4-4</b> Les comptes du secteur communal	45
<b>4-5</b> Les comptes des départements	46
<b>4-6</b> Les comptes des régions	47
<b>4-7</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal	48
<b>4-8</b> Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	50

# Les finances des collectivités locales

## PRÉSENTATION

En 2014, le budget des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre atteint 233,4 milliards d'euros. Le secteur communal totalise près de 56 % de ces dépenses avec 130,6 milliards d'euros. Les budgets des départements et des régions s'élèvent respectivement à 73,5 et 29,3 milliards d'euros.

La croissance des dépenses de fonctionnement s'avérant, comme en 2013, plus rapide que celle des ressources, l'épargne brute de ces collectivités locales se dégrade par rapport à l'exercice précédent. Elle s'élève à 27,0 Md€ en 2014, en baisse de 8,4 % après le repli de 4,9 % en 2013 et celui de 4,8 % observé en 2012. Cette baisse de l'épargne brute concerne tous les niveaux de collectivités.

Les dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) diminuent de 7,8 % à 54,1 Md€, revenant presque au niveau de 2011. En effet, elles avaient augmenté depuis 2010 pour atteindre 58,7 Md€ en 2013, largement portées par les dépenses d'équipement du secteur communal, conformément au cycle électoral. Les recettes d'investissement hors emprunts s'élèvent à 21,0 Md€ en 2014, en baisse de 1,5 % sur un an.

Les ressources propres des collectivités locales (épargne brute et recettes d'investissement hors emprunts) permettent de financer 88,6 % de leurs opérations d'investissement hors remboursements. Ce taux de couverture est en hausse de 2,2 points par rapport à 2013 mais cette progression provient d'une situation contrastée : +7,9 pour les communes et -8,6 points pour les régions. L'augmentation de la dette (+ 4,1 Md€) et les prélèvements nets sur leur trésorerie (à hauteur de 2,8 Md€) permettent aux collectivités de compléter le financement de leurs dépenses d'investissement. Fin 2014, le taux d'endettement, qui correspond au ratio « dette / recettes de fonctionnement », atteint 73,2 %. S'il progresse pour tous les niveaux de collectivités, son niveau est particulièrement élevé pour les régions : il atteint 97,1 % après avoir fait un saut de 8,4 points en une seule année.

Fin 2014, le stock de dette des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre, dont le rythme de croissance progresse un peu moins vite qu'en 2013, atteint 141,6 milliards d'euros.

La déclinaison, pour 2014, des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque collectivité locale (voir définitions des ratios financiers p. 41).

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

*Rapport de l'Observatoire des finances locales, Les finances des collectivités locales en 2015, juillet 2015.*

*« Synthèse du rapport 2015 de l'Observatoire des finances locales », Bis n° 106, juillet 2015.*

*Publications relatives à l'exploitation des comptes administratifs.*

*Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs.*

*Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFIP).*

*Tous ces documents sont disponibles sur le site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr).*

## DÉFINITIONS

► **Épargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

► **Épargne de gestion courante** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement, hors intérêts de la dette. C'est aussi l'épargne brute à laquelle on ajoute les charges d'intérêt.

► **Épargne nette** : épargne de gestion après déduction de l'annuité de dette, hors réaménagement de dette refinancé par emprunt, ou épargne brute diminuée des remboursements de la dette.

L'épargne nette mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut, après financement des remboursements de dette.

► **Fonds de roulement** : excédent global de clôture, ainsi on peut comprendre la variation du fonds de roulement comme la variation de la trésorerie.

► **Les ratios financiers obligatoires** : pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

*À noter* : Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

► **Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/ population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 2 = Produit des impositions directes/population** : (recettes hors fiscalité reversée).

► **Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population** : Ce ratio tient compte des prélèvements pour reversements de fiscalité et de la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

► **Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/ population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

► **Ratio 4 = Dépenses d'équipement/population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte 455 (opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement).

► **Ratio 5 = Dette/population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

► **Ratio 6 = DGF/population** : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

► **Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de la dépense incompressible quelle que soit la population de la collectivité.

► **Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette)/ RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

► **Ratio 10 = Dépenses d'équipement/RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

► **Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

## LES COMPTES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>212,82</b>	<b>219,38</b>	<b>226,37</b>	<b>234,30</b>	<b>233,37</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>215,10</b>	<b>221,81</b>	<b>227,41</b>	<b>230,36</b>	<b>230,65</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>200,81</b>	<b>206,95</b>	<b>213,31</b>	<b>221,50</b>	<b>220,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>199,04</b>	<b>205,93</b>	<b>209,48</b>	<b>213,53</b>	<b>214,47</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	148,78	152,95	158,03	162,79	166,52
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>144,87</b>	<b>148,69</b>	<b>153,53</b>	<b>158,24</b>	<b>161,86</b>
● dont achats et charges externes	28,54	29,16	30,01	30,95	30,71
● dont personnel	51,74	53,00	54,90	56,63	58,95
● dont transferts versés	59,96	61,71	63,69	65,40	67,03
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>178,88</b>	<b>185,50</b>	<b>189,02</b>	<b>192,24</b>	<b>193,49</b>
● dont impôts et taxes	108,63	110,74	113,47	116,15	119,17
– impôts locaux**	73,24	69,54	72,00	75,75	76,22
– autres impôts indirects et taxes	35,39	41,20	41,46	40,40	42,95
● dont concours de l'État	49,43	52,57	52,39	52,02	49,15
– dont DGF	40,86	40,97	41,17	41,35	39,92
– dont péréquation et compensations fiscales***	4,74	7,77	7,52	6,95	6,72
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>34,00</b>	<b>36,82</b>	<b>35,48</b>	<b>34,00</b>	<b>31,63</b>
● intérêts de dette (4)	3,91	4,27	4,49	4,55	4,66
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>30,10</b>	<b>32,55</b>	<b>30,99</b>	<b>29,46</b>	<b>26,97</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	18,09	20,12	17,92	16,65	14,26
Dépenses réelles d'investissement	64,04	66,43	68,35	71,52	66,85
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>52,03</b>	<b>54,00</b>	<b>55,28</b>	<b>58,71</b>	<b>54,13</b>
● dont subventions d'équipement	12,60	12,79	13,17	13,72	13,51
● dont équipement	36,76	38,26	39,13	42,07	37,90
Recettes réelles d'investissement	36,22	36,31	38,39	38,12	37,16
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>20,16</b>	<b>20,43</b>	<b>20,46</b>	<b>21,28</b>	<b>20,97</b>
● dont dotations et subventions	15,18	14,89	15,28	15,76	16,16
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>-1,77</b>	<b>-1,02</b>	<b>-3,83</b>	<b>-7,97</b>	<b>-6,19</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+2,28</b>	<b>+2,43</b>	<b>+1,03</b>	<b>-3,94</b>	<b>-2,72</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	12,01	12,43	13,07	12,80	12,71
● emprunts	16,06	15,88	17,93	16,83	16,18
● emprunts - remboursements de dette	4,05	3,45	4,86	4,03	3,47
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>124,35</i>	<i>127,58</i>	<i>132,81</i>	<i>137,49</i>	<i>141,55</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	19,0%	19,8%	18,8%	17,7%	16,3%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	16,8%	17,5%	16,4%	15,3%	13,9%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	69,5%	68,8%	70,3%	71,5%	73,2%
Annuité/recettes de fonctionnement	8,9%	9,0%	9,3%	9,0%	9,0%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « ensemble des collectivités territoriales » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités sauf reversements fiscaux.

# Les comptes des communes 4-2

## LES COMPTES DES COMMUNES

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>91,14</b>	<b>94,09</b>	<b>96,41</b>	<b>100,90</b>	<b>98,02</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>92,41</b>	<b>94,95</b>	<b>97,18</b>	<b>98,56</b>	<b>97,15</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>85,33</b>	<b>88,19</b>	<b>90,58</b>	<b>94,81</b>	<b>92,07</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>86,00</b>	<b>88,46</b>	<b>89,92</b>	<b>91,24</b>	<b>90,87</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	62,45	63,87	65,42	67,34	68,45
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>60,41</b>	<b>61,67</b>	<b>63,15</b>	<b>65,04</b>	<b>66,16</b>
● dont achats et charges externes	15,89	16,23	16,72	17,30	16,96
● dont personnel	32,61	33,20	34,12	35,01	36,41
● dont transferts versés	9,30	9,59	9,68	9,92	10,09
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>74,51</b>	<b>77,02</b>	<b>78,34</b>	<b>79,28</b>	<b>79,31</b>
● dont impôts et taxes	44,33	46,04	46,91	48,32	48,73
– impôts locaux **	29,69	30,70	31,47	32,60	32,68
– fiscalité reversée	8,66	8,94	9,03	9,47	9,86
– autres impôts indirects et taxes	5,98	6,40	6,41	6,26	6,19
● dont concours de l'État***	19,47	19,50	19,28	18,94	18,18
– dont DGF	16,49	16,39	16,43	16,42	15,76
– dont péréquation et compensations fiscales***	2,59	2,71	2,65	2,33	2,23
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>14,11</b>	<b>15,35</b>	<b>15,19</b>	<b>14,24</b>	<b>13,15</b>
● intérêts de dette (4)	2,04	2,19	2,27	2,30	2,29
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>12,07</b>	<b>13,16</b>	<b>12,92</b>	<b>11,93</b>	<b>10,86</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	6,25	7,26	7,08	5,85	4,91
Dépenses réelles d'investissement	28,70	30,22	30,99	33,56	29,57
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>22,88</b>	<b>24,33</b>	<b>25,16</b>	<b>27,47</b>	<b>23,62</b>
● dont subventions d'équipement	1,31	1,31	1,51	1,46	1,52
● dont équipement	20,31	21,75	22,59	24,94	21,11
Recettes réelles d'investissement	17,90	17,93	18,84	19,28	17,83
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>11,49</b>	<b>11,44</b>	<b>11,58</b>	<b>11,97</b>	<b>11,56</b>
● dont dotations et subventions	8,03	7,88	8,27	8,50	8,76
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>+0,68</b>	<b>+0,27</b>	<b>-0,65</b>	<b>-3,57</b>	<b>-1,20</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,27</b>	<b>+0,86</b>	<b>+0,77</b>	<b>-2,34</b>	<b>-0,87</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	5,82	5,90	5,84	6,09	5,95
● emprunts	6,41	6,49	7,26	7,31	6,27
● emprunts - remboursements de dette	0,59	0,59	1,42	1,23	0,33
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>59,29</i>	<i>59,93</i>	<i>61,44</i>	<i>62,91</i>	<i>63,41</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	18,9%	19,9%	19,4%	18,0%	16,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	16,2%	17,1%	16,5%	15,1%	13,7%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	79,6%	77,8%	78,4%	79,4%	79,9%
Annuité/recettes de fonctionnement	10,5%	10,5%	10,4%	10,6%	10,4%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010. Ils ne comprennent pas les versements de fiscalité des EPCI vers leurs communes membres.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

# 4-3 Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre

## LES COMPTES DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>35,67</b>	<b>37,46</b>	<b>39,37</b>	<b>41,51</b>	<b>42,36</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>36,02</b>	<b>38,23</b>	<b>40,04</b>	<b>40,85</b>	<b>41,34</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>34,10</b>	<b>35,92</b>	<b>37,63</b>	<b>39,74</b>	<b>40,51</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>33,91</b>	<b>35,57</b>	<b>36,66</b>	<b>38,26</b>	<b>39,03</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	26,04	27,00	28,18	29,50	30,72
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>25,48</b>	<b>26,36</b>	<b>27,50</b>	<b>28,80</b>	<b>30,02</b>
● dont achats et charges externes	5,39	5,51	5,77	6,00	6,15
● dont reversements fiscaux	8,84	8,97	8,94	9,35	9,83
● dont personnel	5,39	5,77	6,27	6,72	7,21
● dont transferts versés	4,87	5,05	5,39	5,52	5,58
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>30,81</b>	<b>32,08</b>	<b>33,23</b>	<b>34,70</b>	<b>35,31</b>
● dont impôts et taxes	20,21	20,07	21,07	22,22	22,87
– impôts locaux**	15,91	15,83	16,64	17,87	18,34
– autres impôts indirects et taxes	4,29	4,24	4,43	4,36	4,53
● dont concours de l'État	7,61	8,80	8,74	8,79	8,62
– dont DGF	6,78	6,92	7,06	7,23	7,10
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,80	1,84	1,65	1,52	1,49
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>5,34</b>	<b>5,71</b>	<b>5,72</b>	<b>5,90</b>	<b>5,28</b>
● intérêts de dette (4)	0,56	0,64	0,67	0,70	0,72
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>4,77</b>	<b>5,07</b>	<b>5,05</b>	<b>5,20</b>	<b>4,58</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	3,20	3,54	3,31	3,43	2,73
Dépenses réelles d'investissement	9,63	10,45	11,19	12,01	11,64
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>8,06</b>	<b>8,92</b>	<b>9,45</b>	<b>10,24</b>	<b>9,78</b>
● dont subventions d'équipement	1,44	1,51	1,65	1,81	1,72
● dont équipement	5,87	6,57	6,94	7,48	7,12
Recettes réelles d'investissement	5,20	6,15	6,81	6,14	6,04
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>3,10</b>	<b>3,49</b>	<b>3,44</b>	<b>3,55</b>	<b>3,73</b>
● dont dotations et subventions	2,32	2,49	2,45	2,54	2,69
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>-0,19</b>	<b>-0,35</b>	<b>-0,97</b>	<b>-1,48</b>	<b>-1,47</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,35</b>	<b>+0,77</b>	<b>+0,66</b>	<b>-0,66</b>	<b>-1,02</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	1,57	1,54	1,74	1,77	1,85
● emprunts	2,10	2,66	3,37	2,59	2,31
● emprunts - remboursements de dette	0,54	1,12	1,63	0,82	0,45
<i>Dettes totales au 31/12</i>	<i>18,19</i>	<i>19,28</i>	<i>21,20</i>	<i>22,06</i>	<i>22,63</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	17,3%	17,8%	17,2%	17,0%	15,0%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	15,5%	15,8%	15,2%	15,0%	13,0%
Dettes au 31/12/recettes de fonctionnement	59,0%	60,1%	63,8%	63,6%	64,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	6,9%	6,8%	7,3%	7,1%	7,2%

Source : DGFIP

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

## LES COMPTES DES COMMUNES ET DE LEURS GROUPEMENTS À FISCALITÉ PROPRE

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>117,98</b>	<b>122,58</b>	<b>126,85</b>	<b>133,06</b>	<b>130,55</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>119,59</b>	<b>124,21</b>	<b>128,28</b>	<b>130,06</b>	<b>128,66</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>110,59</b>	<b>115,15</b>	<b>119,26</b>	<b>125,20</b>	<b>122,75</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>111,08</b>	<b>115,06</b>	<b>117,64</b>	<b>120,15</b>	<b>120,08</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	79,65	81,90	84,66	87,50	89,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>77,05</b>	<b>79,07</b>	<b>81,71</b>	<b>84,49</b>	<b>86,35</b>
● dont achats et charges externes	21,28	21,73	22,49	23,30	23,10
● dont personnel	37,99	38,97	40,39	41,74	43,61
● dont transferts versés	14,17	14,65	15,07	15,44	15,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>96,49</b>	<b>100,13</b>	<b>102,63</b>	<b>104,63</b>	<b>104,79</b>
● dont impôts et taxes	55,88	57,17	58,95	61,08	61,74
– impôts locaux**	45,60	46,53	48,11	50,46	51,02
– autres impôts indirects et taxes	10,27	10,64	10,84	10,62	10,72
● dont concours de l'État***	27,08	28,30	28,02	27,73	26,80
– dont DGF	23,27	23,31	23,49	23,65	22,85
– dont péréquation et compensations fiscales***	3,39	4,55	4,30	3,86	3,72
<b>Épargne de gestion (3) = (2) - (1)</b>	<b>19,44</b>	<b>21,06</b>	<b>20,91</b>	<b>20,14</b>	<b>18,43</b>
● intérêts de dette (4)	2,60	2,83	2,95	3,00	2,99
<b>Épargne brute (5) = (3) - (4)</b>	<b>16,84</b>	<b>18,23</b>	<b>17,97</b>	<b>17,13</b>	<b>15,44</b>
Épargne nette = (5) - remboursements	9,46	10,80	10,39	9,28	7,64
Dépenses réelles d'investissement	38,33	40,68	42,19	45,56	41,20
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>30,94</b>	<b>33,25</b>	<b>34,61</b>	<b>37,71</b>	<b>33,40</b>
● dont subventions d'équipement	2,76	2,81	3,16	3,27	3,25
● dont équipement	26,18	28,33	29,53	32,42	28,23
Recettes réelles d'investissement	23,10	24,08	25,65	25,43	23,87
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>14,59</b>	<b>14,93</b>	<b>15,02</b>	<b>15,52</b>	<b>15,29</b>
● dont dotations et subventions	10,35	10,37	10,72	11,04	11,45
<b>Besoin ou capacité de financement = (5) + (7) - (6)</b>	<b>+0,49</b>	<b>-0,08</b>	<b>-1,62</b>	<b>-5,05</b>	<b>-2,67</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+1,62</b>	<b>+1,63</b>	<b>+1,43</b>	<b>-3,00</b>	<b>-1,89</b>
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	7,38	7,43	7,58	7,86	7,80
● emprunts	8,51	9,15	10,63	9,90	8,58
● emprunts - remboursements de dette	1,13	1,71	3,05	2,05	0,78
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>77,47</i>	<i>79,21</i>	<i>82,64</i>	<i>84,97</i>	<i>86,04</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	20,2%	21,0%	20,4%	19,2%	17,6%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	17,5%	18,2%	17,5%	16,4%	14,7%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	80,3%	79,1%	80,5%	81,2%	82,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	10,4%	10,3%	10,3%	10,4%	10,3%

Source : DGFIP.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les concours de l'État comprennent la dotation au fonds de solidarité des communes de la région Île-de-France jusqu'en 2011. Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.

Attention : les données figurant ici ne correspondent pas à la somme des opérations « communes » et « groupements à fiscalité propre » ; les reversements fiscaux des groupements vers les communes sont neutralisés en dépenses comme en recettes de fonctionnement.

# 4-5 Les comptes des départements

## LES COMPTES DES DÉPARTEMENTS

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>68,38</b>	<b>69,60</b>	<b>71,57</b>	<b>72,52</b>	<b>73,54</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>68,81</b>	<b>70,37</b>	<b>71,26</b>	<b>71,87</b>	<b>73,24</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>65,33</b>	<b>66,34</b>	<b>68,08</b>	<b>69,66</b>	<b>70,65</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>63,99</b>	<b>66,47</b>	<b>67,06</b>	<b>68,03</b>	<b>69,29</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	52,86	54,34	56,21	57,71	59,35
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>52,06</b>	<b>53,47</b>	<b>55,26</b>	<b>56,78</b>	<b>58,29</b>
● dont achats et charges externes	5,63	5,64	5,64	5,66	5,57
● dont personnel	10,96	11,17	11,54	11,83	12,15
● dont transferts versés	34,63	35,76	37,13	38,31	39,69
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>60,61</b>	<b>63,20</b>	<b>63,89</b>	<b>64,74</b>	<b>66,13</b>
● dont impôts et taxes	40,38	41,43	42,22	42,49	43,80
– impôts locaux**	22,56	18,62	19,42	20,53	20,55
– autres impôts indirects et taxes	17,82	22,81	22,80	21,96	23,24
<i>dont droits de mutation</i>	7,07	8,61	7,97	7,16	7,84
<i>dont TICPE</i>	6,19	6,53	6,54	6,46	6,49
<i>dont TSCA</i>	3,21	6,25	6,63	6,68	6,74
● dont concours de l'État	13,73	15,00	15,03	14,94	14,40
– dont DGF	12,15	12,21	12,24	12,24	11,79
– dont péréquation et compensations fiscales***	1,16	2,36	2,36	2,26	2,18
<b>Épargne de gestion (3)=(2)-(1)</b>	<b>8,55</b>	<b>9,73</b>	<b>8,62</b>	<b>7,96</b>	<b>7,84</b>
● intérêts de dette (4)	0,80	0,87	0,95	0,93	1,06
<b>Épargne brute (5)=(3)-(4)</b>	<b>7,75</b>	<b>8,86</b>	<b>7,68</b>	<b>7,03</b>	<b>6,78</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	4,70	5,60	4,19	4,17	3,89
Dépenses réelles d'investissement	15,52	15,26	15,35	14,81	14,19
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>12,47</b>	<b>12,00</b>	<b>11,87</b>	<b>11,95</b>	<b>11,30</b>
● dont subventions d'équipement	4,74	4,64	4,64	4,63	4,25
● dont équipement	7,44	6,97	6,76	6,87	6,72
Recettes réelles d'investissement	8,20	7,17	7,38	7,13	7,10
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>3,39</b>	<b>3,27</b>	<b>3,17</b>	<b>3,29</b>	<b>3,16</b>
● dont dotations et subventions	2,88	2,63	2,56	2,62	2,61
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)-(6)</b>	<b>-1,34</b>	<b>+0,13</b>	<b>-1,02</b>	<b>-1,63</b>	<b>-1,36</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,43</b>	<b>+0,77</b>	<b>-0,30</b>	<b>-0,66</b>	<b>-0,31</b>
Dépenses totales pour les collèges	4,30	4,28	4,19	4,09	4,23
Dépenses de fonctionnement d'aide sociale	33,68	34,89	35,98	37,10	38,44
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	3,04	3,26	3,48	2,86	2,89
● emprunts	4,82	3,90	4,21	3,84	3,95
● emprunts - remboursements de dette	1,77	0,64	0,72	0,98	1,05
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>30,02</i>	<i>30,39</i>	<i>31,05</i>	<i>32,23</i>	<i>33,58</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	14,1%	15,4%	13,5%	12,3%	11,9%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	12,8%	14,0%	12,0%	10,9%	10,3%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	49,5%	48,1%	48,6%	49,8%	50,8%
Annuité/recettes de fonctionnement	6,3%	6,5%	6,9%	5,9%	6,0%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DC RTP à compter de 2011.



## LES COMPTES DES RÉGIONS

(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014*
<b>Dépenses totales</b>	<b>26,46</b>	<b>27,21</b>	<b>27,96</b>	<b>28,72</b>	<b>29,28</b>
<b>Recettes totales</b>	<b>26,69</b>	<b>27,23</b>	<b>27,87</b>	<b>28,44</b>	<b>28,75</b>
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>24,88</b>	<b>25,46</b>	<b>25,96</b>	<b>26,63</b>	<b>27,26</b>
<b>Recettes totales hors emprunts</b>	<b>23,96</b>	<b>24,40</b>	<b>24,78</b>	<b>25,34</b>	<b>25,10</b>
Dépenses réelles de fonctionnement	16,27	16,71	17,16	17,58	17,83
<b>Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette (1)</b>	<b>15,76</b>	<b>16,15</b>	<b>16,56</b>	<b>16,97</b>	<b>17,21</b>
● dont achats et charges externes	1,63	1,79	1,88	2,00	2,04
● dont personnel	2,78	2,86	2,97	3,06	3,19
● dont transferts versés	11,16	11,31	11,49	11,65	11,67
<b>Recettes de fonctionnement (2)</b>	<b>21,78</b>	<b>22,17</b>	<b>22,50</b>	<b>22,87</b>	<b>22,57</b>
● dont impôts et taxes	12,38	12,15	12,30	12,58	13,63
– impôts locaux**	5,08	4,39	4,48	4,76	4,64
– autres impôts indirects et taxes	7,30	7,76	7,83	7,82	8,99
dont cartes grises	1,92	2,08	2,11	2,04	2,11
dont TICPE	3,88	4,12	4,14	4,18	4,66
● dont concours de l'État	8,62	9,28	9,34	9,35	7,95
– dont DGF	5,45	5,45	5,45	5,46	5,27
– dont péréquation et compensations fiscales***	0,20	0,86	0,86	0,84	0,82
<b>Épargne de gestion (3)=(2)- (1)</b>	<b>6,01</b>	<b>6,03</b>	<b>5,94</b>	<b>5,90</b>	<b>5,36</b>
● intérêts de dette (4)	0,50	0,57	0,60	0,61	0,61
<b>Épargne brute (5)=(3)- (4)</b>	<b>5,51</b>	<b>5,46</b>	<b>5,35</b>	<b>5,29</b>	<b>4,74</b>
Épargne nette = (5)-remboursements	3,93	3,72	3,35	3,21	2,73
Dépenses réelles d'investissement	10,19	10,49	10,80	11,14	11,45
<b>Dépenses d'investissement hors remboursements (6)</b>	<b>8,61</b>	<b>8,75</b>	<b>8,80</b>	<b>9,06</b>	<b>9,43</b>
● dont subventions d'équipement	5,10	5,34	5,37	5,81	6,01
● dont équipement	3,14	2,96	2,83	2,78	2,95
Recettes réelles d'investissement	4,92	5,06	5,36	5,57	6,18
<b>Recettes d'investissement hors emprunts (7)</b>	<b>2,18</b>	<b>2,23</b>	<b>2,27</b>	<b>2,47</b>	<b>2,53</b>
● dont dotations et subventions	1,95	1,89	2,00	2,11	2,10
<b>Besoin ou capacité de financement=(5)+(7)- (6)</b>	<b>-0,92</b>	<b>-1,07</b>	<b>-1,18</b>	<b>-1,29</b>	<b>-2,16</b>
<b>Variation fonds de roulement</b>	<b>+0,24</b>	<b>+0,03</b>	<b>-0,10</b>	<b>-0,28</b>	<b>-0,52</b>
Dépenses totales pour l'enseignement	6,33	6,10	6,05	6,07	6,22
Dépenses totales de formation professionnelle et apprentissage	5,05	5,15	5,21	5,37	5,34
Dépenses totales pour le transport ferroviaire régional de voyageurs	3,19	3,39	3,52	3,86	4,15
<b>Évolution de la dette :</b>					
● remboursements de dette	1,58	1,74	2,00	2,09	2,02
● emprunts	2,73	2,83	3,09	3,10	3,65
● emprunts - remboursements de dette	1,15	1,09	1,09	1,01	1,63
<i>Dette totale au 31/12</i>	<i>16,85</i>	<i>17,97</i>	<i>19,11</i>	<i>20,29</i>	<i>21,92</i>
<b>Ratios :</b>					
Épargne de gestion/recettes de fonctionnement	27,6%	27,2%	26,4%	25,8%	23,7%
Épargne brute/recettes de fonctionnement	25,3%	24,6%	23,8%	23,2%	21,0%
Dette au 31/12/recettes de fonctionnement	77,4%	81,1%	84,9%	88,7%	97,1%
Annuité/recettes de fonctionnement	9,6%	10,4%	11,5%	11,8%	11,7%

Sources : DGFIP, DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

\* Premiers résultats DGFIP.

\*\* Les impôts locaux comprennent la compensation-relais en 2010.

\*\*\* Les attributions de péréquation et de compensations fiscales comprennent la DCRTP à compter de 2011.

# 4-7 Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

## PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	970	485	632	1 150	355	928	237	52,5%	92,1%	30,9%	80,6%
France métropole y c. Paris	1 006	502	640	1 188	362	953	248	51,7%	92,3%	30,5%	80,2%
Outre-Mer	1 130	311	397	1 232	318	828	244	61,7%	98,4%	25,8%	67,2%
<b>France entière</b>	<b>1 010</b>	<b>496</b>	<b>632</b>	<b>1 190</b>	<b>361</b>	<b>949</b>	<b>248</b>	<b>52,0%</b>	<b>92,5%</b>	<b>30,3%</b>	<b>79,8%</b>
Communes en métropole											
Moins de 3 500 hab.	630	341	385	809	342	648	196	41,4%	86,5%	42,3%	80,1%
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	923	476	636	1 114	371	907	213	52,2%	90,3%	33,3%	81,3%
Moins de 10 000 hab.	730	387	471	913	352	736	202	46,0%	88,0%	38,5%	80,6%
Plus de 10 000 hab. hors Paris	1 244	598	816	1 422	359	1 147	278	56,8%	95,1%	25,2%	80,7%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole											
Moins de 200 hab.	654	299	268	893	446	521	245	27,1%	81,4%	49,9%	58,4%
De 200 à moins de 500 hab.	561	296	287	740	332	523	195	33,9%	84,5%	44,9%	70,7%
De 500 à moins de 2 000 hab.	603	331	373	771	327	639	190	41,5%	87,0%	42,4%	82,8%
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	720	394	488	907	357	764	199	47,0%	87,5%	39,4%	84,2%
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	846	450	579	1 035	371	866	207	49,8%	89,4%	35,9%	83,7%
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	963	490	666	1 156	371	928	217	53,2%	90,7%	32,1%	80,3%
De 10 000 à moins de 20 000 hab.	1 128	549	771	1 316	366	970	249	56,5%	92,5%	27,8%	73,7%
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	1 275	614	838	1 453	364	1 099	284	57,7%	94,3%	25,0%	75,6%
De 50 000 à moins de 100 000 hab.	1 387	646	881	1 569	388	1 493	309	57,0%	97,9%	24,7%	95,2%
Plus de 100 000 hab. hors Paris	1 213	588	785	1 380	324	1 132	275	55,6%	96,2%	23,5%	82,0%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropoles et communautés urbaines	584	393	252	755	254	870	226	35,8%	86,4%	33,6%	115,3%
Communautés d'agglomération	342	333	118	429	116	397	148	32,3%	86,6%	27,1%	92,7%
Syndicats d'agglomération nouvelle <sup>(1)</sup>	703	564	563	1 086	379	2 710	178	42,8%	87,9%	35,0%	249,7%
Communautés de communes à FPU	255	258	108	320	97	167	78	34,3%	84,4%	30,4%	52,1%
Communautés de communes à FA	225	133	124	269	76	158	30	30,2%	89,9%	28,4%	58,7%
<b>France entière</b>	<b>330</b>	<b>287</b>	<b>135</b>	<b>416</b>	<b>123</b>	<b>362</b>	<b>119</b>	<b>33,4%</b>	<b>86,4%</b>	<b>29,5%</b>	<b>87,1%</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

<sup>(1)</sup> Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.  
Hors gestion active de la dette.

# Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7

## PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS DES COMMUNES PAR STRATE DE POPULATION EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole hors Paris	980	485	638	1 145	300	925	227	53,7%	93,4%	26,2%	80,8%
France métropole y c. Paris	1 019	501	644	1 186	306	957	237	52,8%	93,5%	25,8%	80,7%
Outre-Mer	1 171	325	415	1 243	290	840	235	62,9%	99,6%	23,3%	67,5%
<b>France entière</b>	<b>1 024</b>	<b>495</b>	<b>637</b>	<b>1 188</b>	<b>306</b>	<b>953</b>	<b>237</b>	<b>53,2%</b>	<b>93,7%</b>	<b>25,7%</b>	<b>80,3%</b>
Communes en métropole											
Moins de 3 500 hab.	636	339	390	805	297	636	189	42,4%	87,9%	36,9%	79,0%
De 3 500 à moins de 10 000 hab.	935	477	642	1 112	305	889	203	53,4%	91,5%	27,5%	79,9%
Moins de 10 000 hab.	738	386	477	910	300	722	194	47,2%	89,4%	33,0%	79,4%
Plus de 10 000 hab. hors Paris	1 257	598	822	1 416	299	1 157	265	58,0%	96,3%	21,1%	81,8%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Communes en métropole											
Moins de 200 hab.	664	299	277	893	414	526	240	27,4%	82,6%	46,4%	58,9%
De 200 à moins de 500 hab.	566	295	292	736	291	515	189	34,6%	86,0%	39,5%	70,0%
De 500 à moins de 2 000 hab.	608	329	378	768	283	627	183	42,6%	88,3%	36,8%	81,7%
De 2 000 à moins de 3 500 hab.	727	391	494	901	308	744	190	48,1%	89,1%	34,2%	82,5%
De 3 500 à moins de 5 000 hab.	859	451	590	1 033	307	847	197	51,1%	90,8%	29,7%	82,0%
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	974	491	669	1 152	304	910	207	54,5%	91,8%	26,4%	79,0%
De 10 000 à moins de 20 000 hab.	1 141	550	777	1 312	295	957	238	57,7%	93,8%	22,5%	72,9%
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	1 284	608	846	1 445	308	1 109	267	59,1%	95,8%	21,3%	76,8%
De 50 000 à moins de 100 000 hab.	1 402	647	883	1 559	310	1 486	295	58,2%	98,5%	19,9%	95,3%
Plus de 100 000 hab. hors Paris	1 228	595	791	1 375	284	1 176	265	56,8%	97,3%	20,6%	85,6%

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Métropoles et communautés urbaines	588	395	254	748	213	879	216	36,3%	88,5%	28,4%	117,5%
Communautés d'agglomération	347	328	114	420	101	396	142	32,9%	89,6%	24,1%	94,4%
Syndicats d'agglomération nouvelle <sup>(1)</sup>	695	553	405	914	344	2 577	165	44,0%	97,7%	37,6%	281,8%
Communautés de communes à FPU	261	264	112	320	90	167	73	35,7%	86,4%	28,2%	52,2%
Communautés de communes à FA	229	138	127	269	73	154	27	31,7%	91,1%	27,1%	57,0%
<b>France entière</b>	<b>336</b>	<b>291</b>	<b>134</b>	<b>412</b>	<b>109</b>	<b>363</b>	<b>114</b>	<b>34,2%</b>	<b>88,8%</b>	<b>26,4%</b>	<b>88,2%</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion ; calcul DGCL.

<sup>(1)</sup> Les valeurs élevées pour les SAN doivent être interprétées avec précaution étant donné le faible nombre de ces structures et leurs spécificités.  
Hors gestion active de la dette.

# 4-8 Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions

## RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	851	304	318	958	103	505	185	20,7%	93,3%	10,8%	52,7%
France métropole (y c. Paris)	852	313	313	956	100	487	179	20,4%	93,5%	10,5%	50,9%
Outre-Mer	1 398	209	215	1 506	134	487	366	22,3%	95,9%	8,9%	32,3%
<b>France</b>	<b>870</b>	<b>310</b>	<b>310</b>	<b>974</b>	<b>101</b>	<b>487</b>	<b>185</b>	<b>20,5%</b>	<b>93,6%</b>	<b>10,4%</b>	<b>50,0%</b>
Métropole											
Moins de 250 000 hab.	993	290	318	1 131	150	624	278	25,4%	92,2%	13,3%	55,2%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	895	292	317	1 018	113	539	212	22,2%	93,1%	11,1%	52,9%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	793	282	300	899	93	484	178	20,4%	92,8%	10,3%	53,8%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	856	322	330	955	101	494	170	19,9%	93,9%	10,6%	51,7%

Source : DGFIP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2013

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	269	79	81	349	24	418	101	13,5%	85,4%	6,8%	119,9%
Aquitaine	224	59	73	323	55	168	81	18,7%	75,4%	17,0%	52,2%
Auvergne	287	54	77	377	62	372	106	16,3%	85,2%	16,5%	98,5%
Bourgogne	284	66	74	357	26	302	102	16,3%	87,2%	7,4%	84,6%
Bretagne	224	55	64	315	26	132	78	19,0%	74,4%	8,2%	41,8%
Centre	253	65	75	342	28	230	93	16,7%	79,6%	8,1%	67,1%
Champagne-Ardenne	304	61	73	368	32	300	98	15,4%	101,4%	8,7%	81,6%
Corse	1 424	48	53	1 704	267	1 014	108	13,2%	84,9%	15,7%	59,5%
Franche-Comté	278	56	74	360	57	159	99	20,0%	81,3%	15,8%	44,1%
Languedoc-Roussillon	244	49	72	330	76	351	86	17,7%	78,6%	23,0%	106,4%
Limousin	388	48	71	469	29	320	155	18,6%	87,1%	6,2%	68,3%
Lorraine	283	53	64	344	29	377	92	18,6%	87,9%	8,5%	109,8%
Midi-Pyrénées	238	61	84	329	36	89	86	18,6%	78,8%	10,8%	26,9%
Nord-Pas-de-Calais	298	57	81	375	42	480	89	19,5%	86,7%	11,1%	128,2%
Basse-Normandie	267	53	79	365	46	216	80	17,7%	81,8%	12,5%	59,1%
Haute-Normandie	258	65	89	370	40	127	80	22,4%	72,2%	10,8%	34,4%
Pays de la Loire	210	65	69	293	64	312	73	16,2%	81,2%	21,7%	106,3%
Picardie	305	58	72	378	33	276	113	17,3%	86,2%	8,8%	73,0%
Poitou-Charentes	244	56	63	301	27	181	78	23,2%	86,3%	9,0%	60,2%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	265	61	75	335	29	365	82	17,4%	89,7%	8,6%	109,0%
Rhône-Alpes	257	77	77	315	27	261	91	14,3%	87,3%	8,4%	83,0%
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>267</b>	<b>61</b>	<b>74</b>	<b>347</b>	<b>40</b>	<b>282</b>	<b>89</b>	<b>17,5%</b>	<b>83,7%</b>	<b>11,5%</b>	<b>81,2%</b>
Île-de-France	225	125	67	295	33	396	62	14,7%	93,7%	11,2%	134,2%
<b>Métropole</b>	<b>259</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>338</b>	<b>39</b>	<b>303</b>	<b>84</b>	<b>17,0%</b>	<b>85,3%</b>	<b>11,5%</b>	<b>89,8%</b>
Guadeloupe	569	28	40	703	231	541	37	20,4%	88,3%	32,8%	76,9%
Guyane	455	23	34	525	137	515	24	21,6%	93,8%	26,0%	98,2%
Martinique	533	32	43	637	234	416	55	26,9%	85,5%	36,8%	65,3%
Réunion	444	30	35	625	212	372	34	28,5%	94,0%	33,9%	59,5%
<b>ROM</b>	<b>492</b>	<b>29</b>	<b>37</b>	<b>632</b>	<b>211</b>	<b>436</b>	<b>38</b>	<b>25,3%</b>	<b>90,8%</b>	<b>33,4%</b>	<b>69,0%</b>
<b>France</b>	<b>266</b>	<b>72</b>	<b>72</b>	<b>346</b>	<b>44</b>	<b>307</b>	<b>83</b>	<b>17,4%</b>	<b>85,6%</b>	<b>12,6%</b>	<b>88,7%</b>

Source : DGFIP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES DÉPARTEMENTS PAR STRATE DE POPULATION EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropole (hors Paris)	870	305	333	973	100	525	177	20,7%	94,0%	10,3%	53,9%
France métropole (y c. Paris)	871	313	324	972	98	506	171	20,4%	94,0%	10,0%	52,0%
Outre-Mer	1 456	181	204	1 542	115	465	359	22,4%	97,3%	7,5%	30,1%
<b>France</b>	<b>889</b>	<b>308</b>	<b>321</b>	<b>990</b>	<b>98</b>	<b>505</b>	<b>177</b>	<b>20,5%</b>	<b>94,1%</b>	<b>9,9%</b>	<b>51,0%</b>
Métropole											
Moins de 250 000 hab.	1 020	290	344	1 176	153	606	277	25,6%	91,5%	13,0%	51,6%
De 250 000 à moins de 500 000 hab.	924	296	340	1 045	114	567	206	22,2%	93,4%	10,9%	54,3%
De 500 000 à moins de 1 000 000 hab.	815	287	317	918	93	486	171	20,5%	93,6%	10,2%	52,9%
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	871	321	339	964	95	527	162	19,8%	94,7%	9,9%	54,7%

Source : DGFiP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Hors gestion active de la dette.

## RATIOS FINANCIERS DES RÉGIONS EN 2014

(en €/hab. pour les ratios 1 à 6)

	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Alsace	263	70	69	333	25	429	97	14,1%	88,1%	7,4%	128,7%
Aquitaine	220	58	73	319	53	205	77	19,7%	72,1%	16,7%	64,2%
Auvergne	289	55	80	383	43	364	105	17,0%	85,7%	11,3%	94,9%
Bourgogne	286	66	76	365	30	290	98	16,8%	85,5%	8,3%	79,5%
Bretagne	224	55	64	303	32	197	74	19,4%	78,1%	10,4%	64,8%
Centre	261	67	78	349	32	230	90	16,8%	80,4%	9,1%	65,8%
Champagne-Ardenne	311	61	74	368	36	322	97	15,6%	89,5%	9,9%	87,5%
Corse	1 330	45	50	1 670	209	1 064	85	14,3%	80,7%	12,5%	63,7%
Franche-Comté	284	55	78	365	36	151	98	20,5%	81,2%	9,8%	41,5%
Languedoc-Roussillon	239	48	72	324	70	392	81	18,4%	79,0%	21,5%	121,0%
Limousin	407	48	73	466	42	323	149	18,5%	92,6%	9,1%	69,3%
Lorraine	279	53	65	343	31	407	90	19,5%	87,8%	9,1%	118,5%
Midi-Pyrénées	233	64	87	332	44	97	82	19,4%	71,6%	13,3%	29,1%
Nord-Pas-de-Calais	304	55	82	373	56	493	86	19,5%	88,9%	14,9%	131,9%
Basse-Normandie	270	54	82	366	41	208	79	18,0%	78,7%	11,1%	56,7%
Haute-Normandie	261	64	92	370	34	118	77	22,0%	72,8%	9,2%	31,9%
Pays de la Loire	210	63	66	284	57	344	69	16,8%	88,2%	20,1%	121,3%
Picardie	315	58	75	375	30	287	110	17,4%	88,1%	8,0%	76,4%
Poitou-Charentes	252	56	61	288	26	207	75	23,6%	93,4%	8,9%	71,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	293	61	76	329	28	429	79	16,5%	105,6%	8,6%	130,4%
Rhône-Alpes	261	76	77	317	26	276	88	14,8%	90,1%	8,2%	87,0%
<b>Métropole sauf Île-de-France</b>	<b>271</b>	<b>61</b>	<b>75</b>	<b>345</b>	<b>40</b>	<b>305</b>	<b>86</b>	<b>17,8%</b>	<b>85,8%</b>	<b>11,6%</b>	<b>88,4%</b>
Île-de-France	225	116	53	273	33	424	59	15,1%	98,5%	12,1%	155,2%
<b>Métropole</b>	<b>262</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>331</b>	<b>39</b>	<b>327</b>	<b>81</b>	<b>17,4%</b>	<b>87,7%</b>	<b>11,7%</b>	<b>98,6%</b>
Guadeloupe	484	33	48	666	277	532	35	24,3%	80,9%	41,5%	79,9%
Guyane	449	22	45	503	149	461	22	22,7%	96,3%	29,7%	91,6%
Martinique	505	32	46	638	291	592	52	29,7%	82,5%	45,6%	92,8%
Réunion	469	30	37	660	405	419	32	29,4%	79,7%	61,4%	63,5%
<b>ROM</b>	<b>477</b>	<b>30</b>	<b>42</b>	<b>637</b>	<b>321</b>	<b>486</b>	<b>35</b>	<b>27,5%</b>	<b>82,2%</b>	<b>50,3%</b>	<b>76,3%</b>
<b>France</b>	<b>268</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>340</b>	<b>47</b>	<b>331</b>	<b>79</b>	<b>17,9%</b>	<b>87,5%</b>	<b>13,7%</b>	<b>97,5%</b>

Source : DGFiP ; comptes de gestion ; calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.